



Cercle de compétences Water-Polo  
Le lundi 4 avril 2022 à 18 heures

---

**Mise en place d'une Commission Fédérale de  
Qualification des Joueurs de Water-Polo (CFQJ)**

# PRESENTATION DU PROJET DE PROCEDURE D'AUTORISATION A PARTICIPER POUR LES CHAMPIONNATS DE FRANCE ELITE MASCULIN ET FEMININ

## UNE VOLONTE FEDERALE DE PROFESSIONNALISER LE WATER-POLO

Depuis de longues années, la FFN et ses clubs de Water-Polo font leurs meilleurs efforts pour mettre en avant la pratique professionnelle de Water-Polo, le but in fine étant double : le développement de la pratique du Water-Polo et le rayonnement de l'équipe de France.

Au-delà de la médiatisation de la discipline qui progresse année après année, la structuration réglementaire est aussi importante, notamment dans le but d'assurer l'équilibre des compétitions et l'équité entre les participants.

## GENESE : LA LOI BRAILLARD I

Prévue par la LOI Brillard I de 2015, dans le but « *d'assurer la protection des sportifs et entraîneurs professionnels et de garantir l'équité des compétitions* », le contrat de travail à durée déterminée dit spécifique au sport est venu remplacer l'ancien CDD d'usage auparavant consacré, qui s'était révélé source de nombreux contentieux et en conséquence d'interprétations jurisprudentielles contestées, qui avaient à leur tour fait couler beaucoup d'encre.

Les modalités de conclusion et mentions obligatoires dudit CDD spécifique sont ainsi prévues par le code du Sport.

Ce dernier est venu corollairement consacrer légalement la possibilité pour le règlement d'une fédération sportive agréée de mettre en place une procédure d'homologation des contrats de travail des joueurs et entraîneurs professionnels, dans l'objectif de vérifier la légalité de leur contenu et de leur forme, dans l'objectif toujours d'assurer l'équilibre des compétitions et l'équité entre les participants.

## L'IDEE : LA MISE EN PLACE D'UNE PROCEDURE D'AUTORISATION A PARTICIPER A L'APPLICATION PLUS LARGE QUE LA SEULE PROCEDURE D'HOMOLOGATION DES CONTRATS DE TRAVAIL A DUREE DETERMINEE

Afin de mieux cerner et prendre en compte le différent panel de relations qui existent entre clubs, joueurs et entraîneurs dans la discipline du Water-Polo, l'idée est ainsi de prévoir une autorisation à participer plus large que la seule procédure d'homologation : les joueurs professionnels salariés, aspirant mais aussi amateurs au même titre que les entraîneurs professionnels salariés, non professionnels salariés et amateurs devront ainsi soit fournir un contrat de travail, une convention d'Accompagnement à la Pratique du Haut-Niveau ou d'aspirant ou encore une attestation sur l'honneur par laquelle ils certifient ne pas être rémunérés pour la pratique du Water-Polo.

Le but est double :

- Mieux contrôler les transferts et donc la loyauté des relations entre clubs et joueurs/entraîneurs ;
- Lutter contre les dispositifs parfois illégaux ou contraire à la CCNS mis en place par certains clubs.

Cette procédure peut sembler lourde mais démontre l'implication de la FFN dans la relation de travail des sportifs de haut-niveau.

## LA LIMITE PRINCIPALE : L'EFFET SUR LE CONTRAT DE TRAVAIL

Etant donné qu'aucun accord sectoriel « Water-Polo », l'homologation du contrat ne peut avoir pour effet d'annuler le contrat mais simplement de ne pas autoriser le joueur à participer aux Championnats de France Elite.

Cela peut sonner comme une sanction pour le club mais l'objectif sur le long terme est au contraire de bien cadrer les relations contractuelles entre clubs et joueurs et entraîneurs professionnels et d'éviter toute déloyauté.

Dans notre situation sportive et structurelle, il faut donc en conclure que l'homologation telle que proposée constitue une simple procédure d'enregistrement par la FFN.

Cependant, ce simple enregistrement peut permettre à la FFN de constater la bonne qualification des joueurs et entraîneurs concernés, leur nationalité, les éléments financiers liés à un potentiel transfert, la bonne rédaction des contrats par les clubs ou encore le respect des règlements FFN et des dispositions de la CCNS et du code du Sport.

A titre surabondant, la doctrine avance parfois que cela a pour conséquence d'éviter dans la mesure du possible les litiges résultant de la forme du contrat de travail et potentiellement désengorger les instances prud'homales et sportives saisies de ce sujet.

TABLEAU RECAPITULATIF DES MODALITES D'AUTORISATION A PARTICIPER

Acteurs du Water-Polo	Catégorie d'acteurs	Documents à fournir	Quand ?	Modalités	Motifs de refus	Nombre minimum de joueurs/entraîneurs dans le Tableau de l'Effectif	
Joueurs	Joueurs professionnel salarié	Contrat de travail à durée déterminée spécifique (CDDS)	10 jours avant le match	Entre 12 (ou au moins jusqu'au 31 août) et 60 mois	→ Hors délais → Non conforme → Non-respect d'un engagement contractuel dans le cadre d'un CDDS	Masculin : 7	Féminin : 0
	Joueurs aspirant	Convention APHN ou d'aspirant		Jusqu'au terme de la convention			
	Joueurs amateur	Attestation Joueur non rémunéré Elite		Jusqu'au 31 août			
Entraîneurs	Entraîneur salarié	Contrat de travail		Entre 12 (ou au moins jusqu'au 31 août) et 60 mois en cas de CDDS OU Jusqu'au 31 août en cas de CDI	→ Hors délais → Non conforme → Non-respect d'un engagement contractuel dans le cadre d'un CDDS	Masculin : 2	Féminin : 1
	Entraîneur amateur	Attestation Entraîneur non rémunéré Elite		Jusqu'au 31 août			

Commenté [AD1]: Prévoir un changement de la période de saison sportive du WP du 1<sup>er</sup> août au 31 juillet.



## PLANNING DE L'ACTION DE LA CFQJ

---


### Juillet/août 2022

- 10 juillet : Engagement définitif en Championnats de France Elite Masculin et Féminin
- Jusqu'au 31 août : première phase de délivrance des autorisations à participer pour la saison 2022/2023

### Septembre 2022

- 1<sup>er</sup> septembre : ouverture d'extraNat pour la délivrance des licences Compétition Water-Polo
- Courant septembre : premiers matchs des Championnats de France Elite Masculin et Féminin ;
- 30 septembre : fin de la période des transferts « estivaux »

### Janvier 2023

- Du 1<sup>er</sup> au 31 janvier : période des transferts « hivernaux »
- 

## TRADUCTION REGLEMENTAIRE

### A INSERER DANS LES DISPOSITIONS SPECIFIQUES AUX CHAMPIONNATS DE FRANCE ELITE MASCULIN ET FEMININ

#### CHAPITRE X : LA PROCEDURE D'AUTORISATION A PARTICIPER DES JOUEURS ET ENTRAINEURS DE CHAMPIONNAT DE FRANCE ELITE MASCULINE

Le présent chapitre a été établi notamment en application des dispositions issues de :

- la LOI n° 2017- 261 du 1er mars 2017 visant à préserver l'éthique du sport, à renforcer la régulation et la transparence du sport professionnel et à améliorer la compétitivité des clubs reprises dans le code du Sport ;
- et la LOI n° 2015-1541 du 27 novembre 2015 visant à protéger les sportifs de haut niveau et professionnels et à sécuriser leur situation juridique et sociale.

#### ARTICLE 1 - DEFINITIONS

##### *Article 1.1 – Les joueurs*

###### *Article 1.1.1 - Le joueur professionnel salarié*

Le joueur professionnel salarié met à disposition de son employeur, contre rémunération, ses compétences dans le cadre de compétitions et des entraînements y préparant de façon régulière ou occasionnelle.

Tous les joueurs disposant d'un contrat de travail sont considérés comme des joueurs professionnels salariés dont le contrat est soumis aux dispositions du Chapitre 12 de la Convention Collective Nationale du Sport (CCNS) et de la LOI n° 2015-1541 du 27 novembre 2015 visant à protéger les sportifs de haut niveau et professionnels et à sécuriser leur situation juridique et sociale et ses décrets d'application ainsi qu'à toutes les dispositions applicables en droit du travail.

###### *Article 1.1.2 - Le joueur aspirant*

Le joueur aspirant est un jeune joueur se préparant à la carrière de joueur professionnel et signataire d'une convention d'accompagnement à la pratique de haut-niveau (APHN) ou d'aspirant avec un groupement sportif.

Les modalités de cette relation sont fixées dans la convention liant le club au joueur telle que prévue par les conventions-types (secteurs masculin et féminin) pour la discipline du water-polo. En contrepartie, le joueur s'oblige à se mettre au service du club à des conditions et pendant un temps convenu.

###### *Article 1.1.3 - Le joueur amateur*

Le joueur amateur pratique le water-polo à des fins non professionnelles.

Il n'a aucun lien de subordination avec le groupement sportif dont l'activité économique est la pratique du water-polo. Il ne perçoit aucune contrepartie financière ni avantage en nature en contrepartie de la pratique du water-polo.

Néanmoins, à titre dérogatoire, ces joueurs pourront percevoir des primes de match lors des manifestations officielles. Chaque prime ne pourra excéder une somme correspondant à 70% du plafond journalier de la sécurité sociale en vigueur au 1er janvier de chaque année. Ils pourront être remboursés des frais occasionnés lors de leur concours à la réalisation de l'objet associatif.

#### *Article 1.2 – Les entraîneurs*

##### *Article 1.2.1 – L'entraîneur salarié*

###### *Article 1.2.1.1 – L'entraîneur professionnel salarié*

L'entraîneur professionnel salarié met à disposition à titre principal - l'activité consiste à consacrer plus de 50 % de son temps de travail contractuel à la préparation et l'encadrement d'au moins un sportif salarié - de son employeur, une association dont l'activité économique principale est la pratique du water-polo, contre rémunération, ses compétences dans le cadre de la préparation et l'encadrement des compétitions et des entraînements y préparant d'un ou plusieurs joueurs professionnels salariés. Tous ces entraîneurs disposant d'un contrat de travail sont considérés comme des entraîneurs professionnels dont le contrat est soumis aux dispositions du Chapitre 12 de la CCNS et de la LOI n° 2015-1541 du 27 novembre 2015 et ses décrets d'application ainsi qu'à toutes les dispositions applicables en droit du travail.

L'entraîneur professionnel encadre ainsi à titre principal l'équipe engagée dans les Championnats de France Elite Masculin ou Féminin.

###### *Article 1.2.1.2 – L'entraîneur non professionnel salarié*

L'entraîneur non professionnel salarié met à disposition de son employeur, contre rémunération, ses compétences dans le cadre de la préparation et l'encadrement des compétitions et des entraînements y préparant d'un ou plusieurs joueurs professionnels salariés.

L'entraîneur non professionnel salarié encadre l'équipe engagée dans les Championnats de France Elite Masculin ou Féminin.

##### *Article 1.2.2 – L'entraîneur amateur*

L'entraîneur amateur prépare et encadre les joueurs de water-polo à des fins non professionnelles.

Il n'a aucun lien de subordination avec le groupement sportif dont l'activité économique est la pratique du water-polo. Il ne perçoit aucune contrepartie financière ni avantage en nature en contrepartie de l'encadrement du water-polo.

Néanmoins, à titre dérogatoire, ces entraîneurs pourront percevoir des primes de match lors des manifestations officielles. Chaque prime ne pourra excéder une somme correspondant à 70% du plafond journalier de la sécurité sociale en vigueur au 1er janvier de chaque année. Ils pourront être remboursés des frais occasionnés lors de leur concours à la réalisation de l'objet associatif.

L'entraîneur amateur peut encadrer l'équipe engagée dans les Championnats de France Elite Masculin ou Féminin.

#### **ARTICLE 2 - L'AUTORISATION A PARTICIPER**

##### *Article 2.1 – L'autorisation à participer des joueurs et entraîneurs*

#### Article 2.1.1 - Définition

L'autorisation à participer permet à la Commission Fédérale de Qualification des Joueurs (CFQJ) de s'assurer que le joueur qui souhaite évoluer dans les Championnats de France Elite Masculin et Féminin remplit les conditions nécessaires minimales afférentes à ces divisions.

#### Article 2.1.2 - Conditions

Toute personne inscrite sur la feuille de match doit être autorisée à participer.

Cette autorisation est soumise au respect des conditions suivantes :

- Délivrance de la licence FFN ;
- Préalable obligatoire à la délivrance de l'autorisation à participer comme défini au présent chapitre.

Tout joueur et/ou entraîneur n'ayant pas rempli ces conditions ne pourra être autorisé à participer aux Championnats de France Elite Masculin et Féminin.

Tout club faisant participer un joueur et/ou entraîneur non autorisé à participer perdra le match par disqualification.

#### Article 2.2 – Procédure d'autorisation à participer des joueurs et entraîneurs

Pour toute demande d'autorisation à participer des joueurs et entraîneurs, le club doit transmettre les pièces constitutives du dossier à la CFQJ.

##### Article 2.2.1 – Délai de demande d'autorisation à participer

Toute demande d'autorisation à participer et les documents nécessaires à l'examen des dossiers doivent être adressés à la CFQJ dix (10) jours avant la rencontre à laquelle le joueur et/ou l'entraîneur doit participer.

##### Article 2.2.2 – Préalable obligatoire à la délivrance de l'autorisation à participer

La CFQJ délivre, après étude de chaque demande conformément au présent article, l'autorisation à participer aux joueurs et entraîneurs souhaitant évoluer au sein des Championnats de France Elite Masculin et Féminin.

Dans le cas où un club souhaiterait obtenir la prorogation de l'autorisation à participer du joueur, de la joueuse, de l'entraîneur ou de l'entraîneur adjoint, une nouvelle demande devra être adressée à la FFN selon la même procédure décrite ci-après.

##### Article 2.2.2.1 - Documents nécessaires à l'examen des dossiers par la CFQJ

Les clubs devront communiquer à la CFQJ par voie électronique ([cfqj@ffnatation.fr](mailto:cfqj@ffnatation.fr)) l'un des documents suivants :

- Un exemplaire original numérisé du contrat de travail pour les joueurs professionnels et entraîneurs professionnels ou non professionnels, contrat accompagné de son Tableau de l'Effectif (TE) mis à jour ;
- Un exemplaire original numérisé de la Convention APHN ou d'aspirant pour les joueurs concernés, convention accompagnée de son TE mis à jour ;
- Le document original numérisé « Attestation Joueur/Entraîneur non rémunéré Elite » dûment complété et signé des deux parties pour les joueurs et/ou entraîneurs amateurs, accompagné de son TE mis à jour.

Le club pourra envoyer, dans un même envoi, plusieurs contrats/conventions/documents, dès lors que le courrier électronique contient un bordereau récapitulatif avec un ordre de validation signé de son Président.

Les contrats/conventions/documents pourront néanmoins être modifiés à tout moment par voie d'avenant. Cet avenant devra être envoyé par la même voie électronique aux mêmes conditions.

Chaque club doit tenir à jour son TE dans le format et selon les conditions déterminées par la CFQJ ; à chaque nouvel envoi de contrat(s) et d'avenant(s) pour enregistrement, le club devra obligatoirement joindre le TE mis à jour.

#### Article 2.2.2.2 - Motifs de refus d'autoriser à participer

La CFQJ pourra refuser une autorisation à participer :

- si aucun contrat ou aucun document « Attestation Joueur/Entraîneur non rémunéré Elite » n'a été transmis dans les délais impartis ;
- si le contrat de travail ou le document « Attestation Joueur/Entraîneur Amateur Elite Masculine » n'est pas transmis conforme au présent règlement dans les délais impartis ;
- si le joueur ou l'entraîneur professionnel concerné n'a pas respecté un engagement pris dans le cadre d'un contrat de travail à durée déterminée spécifique conclu avec un autre club FFN.

#### Article 2.2.3 – Délivrance de l'autorisation

Une fois la licence FFN délivrée, et dès transmission des pièces constitutives à la CFQJ, celle-ci procède à l'examen des documents nécessaires en vue de l'autorisation à participer, définis à l'article 2.2.2.

Sous réserve du respect de ce préalable obligatoire à sa délivrance, la CFQJ délivre l'autorisation à participer du joueur dans un délai de sept (7) jours suivant le dépôt de la demande. La CFQJ notifie l'autorisation à participer en précisant la date de début et la date de fin de cette autorisation.

La CFQJ pourra refuser la délivrance de l'autorisation à participer si elle constate un obstacle réglementaire quant à la participation du joueur. Dans ce cas, le joueur ne pourra participer aux rencontres.

#### Article 2.2.4 - Terme ou retrait de l'autorisation à participer

L'autorisation à participer prendra fin conformément aux dispositions suivantes.

Pour que le joueur ou l'entraîneur puisse évoluer régulièrement au-delà de la date du terme normal du contrat initial, une nouvelle demande d'autorisation auprès de la CFQJ devra être effectuée conformément aux dispositions réglementaires.

##### Article 2.2.4.1 – Terme et prolongation de l'autorisation à participer

###### Article 2.2.4.1.1 - Fin du contrat de travail à durée déterminée ou de la convention

La fin de validité de l'autorisation à participer est fixée au terme du contrat de travail à durée déterminée ou de la convention APHN ou d'aspirant, ou à défaut au 31 août de la saison sportive en cours.

###### Article 2.2.4.1.2 - Prolongation de l'autorisation à participer au-delà du terme initial du contrat de travail

Afin qu'un joueur puisse être autorisé à évoluer au-delà de la date initiale de son contrat, le club concerné devra initier une nouvelle procédure d'autorisation à participer. Il devra notamment



produire à la CFQJ un nouvel acte contractuel (avenant, nouveau contrat, etc.) pour étude et afin que la CFQJ donne un avis conforme à cette prolongation.

#### Article 2.2.4.2 – Retrait et suspension de l'autorisation à participer

##### Article 2.2.4.2.1 - Suspensions temporaires et définitives

L'autorisation à participer prendra automatiquement fin à la date fixée et renseignée par la CFQJ au moment de la délivrance, sans nouvelle notification. La CFQJ se réserve la possibilité de suspendre avant son terme normal l'autorisation pour l'un des motifs prévus à l'article 2.2.2.3. du présent chapitre ou que tout autre obstacle réglementaire à la participation est découvert. La CFQJ notifiera alors la décision de suspension de l'autorisation à participer au club et au licencié.

##### Article 2.2.4.2.2 - Disparition de l'autorisation à participer

La CFQJ pourra prononcer l'abrogation de l'autorisation à participer d'un joueur ou d'un entraîneur si elle constate que cette autorisation a été délivrée suite à une erreur administrative. Dans ce cas, l'autorisation est abrogée et dès sa notification, le licencié ne pourra plus prendre part aux rencontres.

##### Article 2.2.4.2.3 - Cas des joueurs inaptes

Si un joueur ou un entraîneur est en arrêt de travail et/ou déclaré inapte à la pratique du water-polo, et qu'elle qu'en soit la cause, la suspension de son autorisation à participer prend automatiquement effet à la date de l'arrêt de travail ou de l'inaptitude, et se termine au terme de cet arrêt de travail et/ou de cette inaptitude.

#### ARTICLE 3 : LA PROCEDURE SPECIFIQUE D'HOMOLOGATION DES CONTRATS DE TRAVAIL A DUREE DETERMINEE DES JOUEURS ET ENTRAINEURS PROFESSIONNELS

Conformément aux dispositions de l'article L.222-2-6 du code du Sport, la CFQJ, en tant qu'organisme d'homologation doté d'un pouvoir d'appréciation indépendant, est chargée de vérifier la conformité au présent règlement des contrats de travail à durée déterminée des joueurs et entraîneurs professionnels des Championnats de France Elite Masculin et Féminin.

Les modalités de l'homologation des contrats de travail à durée déterminée des joueurs et entraîneurs professionnels ainsi que les conséquences sportives en cas d'absence d'homologation du contrat sont déterminées par le présent règlement.

Le rôle de la CFQJ est notamment de contribuer à la régulation juridique et administrative de cette compétition.

A ce titre, la CFQJ a notamment pour mission :

- d'assurer le contrôle administratif et juridique des clubs participant aux Championnat de France Elite Masculin et Féminin dans le cadre du présent article ;
- de s'assurer du respect par les clubs des dispositions réglementaires relatives aux procédures de contrôle et à la production de documents afférentes à l'autorisation de participer des joueurs et entraîneurs professionnels aux Championnats de France Elite Masculin et Féminin ;
- d'assurer une mission d'information auprès des clubs.

##### Article 3.1 - Compétences de la CFQJ

La CFQJ est compétente en matière d'homologation des contrats de travail à durée déterminée de joueurs et entraîneurs professionnels comme définis au présent chapitre, et corollairement en

matière de contrôle du respect par les clubs des dispositions réglementaires du présent article et possède ainsi un rôle d'investigation, d'autorisation, d'instruction et de sanction dans ces domaines.

Dans ce cadre, la CFQJ est compétente et rend ses décisions pour l'application et conformément aux dispositions du présent article.

#### *Article 3.2 - Composition*

Les trois (3) à cinq (5) membres de la CFQJ sont choisis par le cercle de compétences Water-Polo de la FFN en raison de leurs compétences dans les domaines administratif et juridique.

Chaque membre est astreint à une obligation de discrétion et de confidentialité.

#### *Article 3.3 – Mission et moyens d'action*

La CFQJ doit notamment vérifier la conformité des contrats de travail à durée déterminée des joueurs et entraîneurs professionnels au présent article sur la participation.

Afin d'exercer ses compétences, la CFQJ peut :

- demander aux clubs FFN la production de documents administratifs et juridiques, notamment tous les bulletins de salaire des joueurs/entraîneurs professionnels et/ou salariés ;
- demander des compléments d'informations aux clubs FFN et/ou rechercher tous les témoignages et toutes les informations auprès de tiers qu'elle estimerait nécessaire ;
- formuler des recommandations aux clubs FFN ;
- imposer des règles particulières de gestion et de production documentaire aux clubs FFN ;
- demander aux instances compétentes la saisine des organes disciplinaires compétents lorsqu'elle a au cours de ses travaux connaissance de faits disciplinairement répréhensibles ;
- Appliquer les pénalités prévues au présent règlement.

Les clubs FFN ont l'obligation de communiquer à la CFQJ tous les éléments demandés dans des délais raisonnables fixés par la CFQJ. Toutes les demandes écrites auprès des clubs FFN sont effectuées soit par le Président de la CFQJ, soit par les salariés administratifs de la CFQJ en charge de ces dossiers.

Le non-respect de ces dispositions est susceptible d'engager d'une part la responsabilité des dirigeants de droit et/ou de fait et, d'autre part, la responsabilité de la personne morale.

#### *Article 3.4 - Modalités d'homologation du contrat de travail*

##### *Article 3.4.1 – Contrat de travail et avantages financiers*

###### *Article 3.4.1.1 - Signature d'un contrat de travail*

Tout club qui s'assure, contre rémunération, le concours d'un joueur ou d'un entraîneur professionnel, doit établir un contrat à durée déterminée spécifique avec celui-ci.

Le club a alors l'obligation de communiquer mensuellement au joueur ou entraîneur un bulletin de salaire. Le club et le joueur ou entraîneur professionnel devront pouvoir produire à tout moment ce bulletin de salaire à la demande de la FFN.

###### *Article 3.4.1.2 - Durée du contrat de travail*

La durée du contrat de travail d'un joueur ou d'un entraîneur professionnel ne peut être inférieure à la durée d'une saison sportive FFN.

La saison sportive FFN s'établit du 1<sup>er</sup> septembre de l'année N au 31 août de l'année N+1.

Le présent règlement autorise toutefois à ce qu'un contrat conclu en cours de saison sportive puisse avoir une durée inférieure à douze mois sous réserve des dispositions du respect du code du Sport et de la CCNS.

#### Article 3.4.2 – Critères de l'homologation du contrat de travail des joueurs et entraîneurs professionnels des Championnats de France Elite Masculin et Féminin

##### Article 3.4.2.1 - Forme du contrat de travail

Le contrat à durée déterminée applicable au joueur ou à l'entraîneur professionnel doit impérativement être écrit, justifié et motivé.

Ledit contrat est établi en au moins trois exemplaires et comporte a minima la mention des articles L. 222-2 à L. 222-2-8 du Code du sport.

Il devra être remis au salarié dans les deux jours ouvrables suivant l'embauche.

Chaque club employeur doit se conformer à la réglementation légale et conventionnelle aussi bien quant à la rédaction de l'acte (contrat, convention, protocole, etc.) que quant à l'exécution de la relation contractuelle, notamment en matière de durée de travail, de cumul d'emploi et de rémunération légale minimum.

Le club est responsable de la réalisation et du respect de ces conditions légales, réglementaires et conventionnelles.

##### Article 3.4.2.2 - Contenu du contrat de travail

Le contrat à durée déterminée du sportif ou de l'entraîneur professionnel comporte a minima les dispositions suivantes :

- l'identité et l'adresse des parties ;
- la date d'embauche et la durée pour laquelle il est conclu ;
- la désignation de l'emploi occupé et les activités auxquelles participe le salarié ;
- le montant de la rémunération et de ses différentes composantes, y compris les primes et accessoires de salaire s'il en existe ;
- les noms et adresses des caisses de retraite complémentaire et de prévoyance et de l'organisme assurant la couverture maladie complémentaire ;

##### Article 3.4.3. - Homologation du contrat de travail

###### Article 3.4.3.1 - Enregistrement

La CFQJ procédera à l'enregistrement du contrat en lui affectant un numéro d'enregistrement.

###### Article 3.4.3.2 - Homologation

Une fois enregistré, la CFQJ vérifiera la conformité des contrats au présent article et aux dispositions de la CCNS et du code du Sport avant homologation, le cas échéant.

Cette homologation devra intervenir dans un délai de sept (7) jours suivant la communication du contrat par le club employeur.

N.B. : La CFQJ ne possède en revanche pas la faculté, ni la mission, de se prononcer sur la régularité juridique du contrat qui est de la seule responsabilité des parties contractantes.

### *3.5 – Saisine et/ou alerte de la CFQJ*

La CFQJ peut être saisie ou alertée par un club ou par un joueur/entraîneur de toute réclamation ou signalement de faits pouvant entrer dans son champ de compétence.

## ARTICLE 4. TABLEAU DE L'EFFECTIF ET MINIMAS DE JOUEURS PROFESSIONNELS ET ENTRAINEURS SALARIES

### *Article 4.1 - Tableau de l'effectif*

Le Tableau de l'effectif (TE) que les clubs doivent communiquer à la CFQJ par voie électronique ([cfqj@ffnatation.fr](mailto:cfqj@ffnatation.fr)) accompagné des documents nécessaires à l'examen des dossiers conformément au présent règlement sur l'autorisation à participer doit être adressé et/ou mis à jour dans les délais impartis.

Le document type FFN de TE sera adressé aux clubs en fin de championnat afin qu'ils puissent anticiper le début de saison suivante, en prévoyant la constitution de leur effectif autorisé à participer au Championnat de France Elite Masculin ou Féminin.

Ce TE mentionnera obligatoirement les informations suivantes :

- le club ;
- l'identité du licencié FFN ;
- la catégorie du joueur/entraîneur et le type de contrat/convention, le cas échéant ;
- les projets d'insertion et le suivi socioprofessionnels et d'accompagnement dans la mise en place du parcours professionnel ;
- la date du dépôt de la demande, à remplir par le secrétariat de la CFQJ ;
- la date de la notification de la décision de délivrance ou de refus de délivrance de l'autorisation à participer ou de refus à participer, à remplir par le secrétariat de la CFQJ ;
- la date de la délivrance de cette autorisation, à fixer par la CFQJ ;
- le terme de l'autorisation à participer, à fixer par la CFQJ.

A chaque mise à jour du TE effectuée par les clubs, la CFQJ devra en être expressément informée.

### *4.2 - Nombre minimum de joueurs professionnels et entraîneurs salariés par club inscrit sur le Tableau de l'effectif autorisé à participer aux Championnats de France Elite Masculin et Féminin*

#### Article 4.2.1 – Nombre minimum de joueurs professionnels par équipe participant aux Championnats de France Elite Masculin

Chaque TE de club participant aux Championnats de France Elite Masculin doit être composé d'au moins sept (7) joueurs professionnels de water-polo.

#### Article 4.2.2 – Nombre minimum d'entraîneurs salariés par équipe participant aux Championnats de France Elite Masculin

Chaque TE de club participant aux Championnats de France Elite Masculin doit être composé d'au moins deux (2) entraîneurs salariés de water-polo.

### *Article 4.3 – Nombre minimum de joueurs et entraîneurs professionnels par équipe participant aux Championnats de France Elite Féminin*

Article 4.3.1 – Nombre minimum de joueurs professionnels par équipe participant aux Championnats de France Elite Féminin

Aucun nombre minimum de joueurs professionnels par club participant aux Championnats de France Elite Féminin n'est fixé.

Article 4.3.2 – Nombre minimum d'entraîneurs salariés par équipe participant aux Championnats de France Elite Féminin

Chaque TE de club participant aux Championnats de France Elite Féminin doit être composé d'au moins un (1) entraîneur salarié de water-polo.

*Article 4.3.3 – Non-respect du nombre minimum de joueurs et entraîneurs professionnels par équipe participant aux Championnats de France Elite Masculin*

Tout club ne respectant pas ces minimas et participant à une rencontre de Championnat de France Elite Masculin ou Féminin se verra appliquer :

- pour la saison 2022/2023 un retrait de cinq (5) points au classement de la phase régulière du Championnat de France Elite Masculin ou Féminin auquel son équipe participe ;
- pour la saison 2023/2024 un retrait de dix (10) points au classement de la phase régulière du Championnat de France Elite Masculin ou Féminin auquel son équipe participe ;

Tout club ne respectant pas ces minimas pour toute rencontre de Championnat de France Masculin ou Féminin pour la saison 2024/2025 ne pourra respectivement être engagé ou participer à une rencontre en Championnats de France Elite Masculin et Féminin. Ainsi, pour la saison 2024/2025, tout club qui ne respecte pas ces minimas perdra le match considéré par disqualification.